



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/CONF.191/L.20
20 mai 2001

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Troisième Conférence des Nations Unies
sur les pays les moins avancés
Bruxelles (Belgique), 14-20 mai 2001

DÉCLARATION

Nous, gouvernements des États participant à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Réunis à Bruxelles en mai 2001, première année du nouveau millénaire, pour affranchir nos semblables, femmes, hommes et enfants, de l'état indigne et déshumanisant d'extrême pauvreté,

Résolus à avancer sur la voie de la réalisation des objectifs mondiaux que sont l'élimination de la pauvreté, la paix et le développement pour le bien des pays les moins avancés et de leur population,

Guidés par les principes énoncés dans la Déclaration du Millénaire et par la responsabilité collective qui nous incombe, en vertu de cette déclaration, de faire respecter les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité, ainsi que de veiller à ce que la mondialisation devienne une force positive pour l'ensemble de la population mondiale, nous nous engageons à favoriser la bonne intégration des pays les moins avancés dans l'économie mondiale, à nous opposer à leur marginalisation, résolus que nous sommes à assurer une croissance économique soutenue et accélérée et un développement durable ainsi qu'à éliminer la pauvreté, les inégalités et la misère,

Constatant que les objectifs énoncés lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés n'ont pas été atteints et que les PMA dans leur ensemble restent marginalisés dans l'économie mondiale et continuent d'être en proie à l'extrême pauvreté, que les progrès des PMA ont été entravés par le manque de ressources humaines, productives et institutionnelles, par l'endettement, par la faiblesse de l'investissement intérieur et étranger, par la diminution des flux d'APD, par des handicaps structurels graves, par la baisse ou l'instabilité des cours des produits de base, par le VIH/sida et, pour certains d'entre eux, par des conflits violents ou les séquelles d'un conflit,

Ayant adopté un programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010,

Déclarons ce qui suit :

1. Nous nous **engageons** à éliminer la pauvreté et à améliorer la qualité de vie des habitants des PMA en renforçant leur capacité de se construire un avenir meilleur et de développer leur pays.
2. Nous **sommes convaincus** que cet objectif ne peut être atteint que grâce à une croissance économique équitable et soutenue et à un développement durable fondé sur des stratégies de réduction de la pauvreté maîtrisées à l'échelon national et axées sur l'être humain. La bonne gouvernance aux niveaux national et international, la primauté du droit, le respect de tous les droits de l'homme reconnus au niveau international - y compris le droit au développement -, la promotion de la démocratie, la sécurité grâce à la diplomatie préventive et au règlement pacifique des conflits armés, l'égalité entre les sexes, la réalisation d'investissements dans la santé, l'éducation et l'infrastructure sociale, ainsi que le renforcement des capacités de production et des institutions sont autant de conditions indispensables à la mise en valeur des abondantes ressources humaines et économiques encore inexploitées des PMA.
3. Nous **reconnaissons** que les PMA sont avant tout eux-mêmes responsables de leur propre développement, mais que leurs efforts doivent être concrètement et fortement appuyés au niveau international par les gouvernements et par les organisations internationales dans un esprit de coresponsabilité, par le biais de véritables partenariats, notamment avec la société civile et le secteur privé.
4. Nous sommes particulièrement **préoccupés** par la grave menace que fait peser la pandémie de VIH/sida et soulignons la nécessité de prendre les mesures les plus énergiques possible pour combattre sa propagation et celle d'autres maladies transmissibles, en particulier la tuberculose et le paludisme.
5. Nous **soulignons** en outre que l'amélioration du bien-être de la population est une condition indispensable au développement durable. Nous devons nous attacher à réaliser pleinement les buts et objectifs énoncés dans la Déclaration de Rio, en particulier pour ce qui est de combattre la désertification, de préserver la diversité biologique, d'assurer l'approvisionnement en eau potable et de faire face aux changements climatiques, sur la base de responsabilités communes, mais différenciées.
6. Nous **sommes convaincus** qu'un renforcement des flux commerciaux est indispensable à la croissance et au développement des PMA. Un système commercial multilatéral transparent, non discriminatoire et fondé sur des règles est essentiel pour que les PMA tirent parti des bienfaits potentiels de la mondialisation. Il faudrait encourager et faciliter l'adhésion des PMA à l'OMC. Nous nous **engageons** à mettre à profit la quatrième réunion ministérielle de l'OMC, à Doha en novembre 2001, pour promouvoir le commerce dans sa dimension touchant au développement, en particulier celui des PMA. Nous nous efforcerons d'améliorer l'accès préférentiel des PMA aux marchés en favorisant l'accès de tous les produits de ces pays, en franchise et hors contingents, aux marchés des pays développés. Des mesures seront aussi prises pour surmonter les contraintes liées à l'offre. L'importance cruciale du

commerce et de la croissance économique doit être prise en compte dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

7. Nous **reconnaissons** que les ressources intérieures sont la source prépondérante de financement du développement et que l'investissement étranger direct constitue également une source importante de capitaux, de savoir-faire, d'emplois et de débouchés commerciaux pour les PMA. À cet égard, nous soulignons la nécessité d'instaurer un environnement favorable à l'épargne et à l'investissement, caractérisé notamment par des institutions financières, juridiques et administratives fortes et fiables, par des politiques macroéconomiques équilibrées ainsi que par une gestion efficace et transparente des ressources publiques, afin de favoriser la mobilisation de ressources financières, intérieures et extérieures. Nous nous engageons à profiter de la Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra en mars 2002 à Monterrey (Mexique), pour mobiliser des ressources en faveur du développement, en particulier celui des PMA.

8. Nous **affirmons** aussi, dans ce contexte, que l'aide publique au développement (APD) revêt une importance critique pour le développement des PMA. Nous nous engageons à ne ménager aucun effort pour inverser la tendance à la diminution de l'APD et atteindre rapidement les objectifs convenus pour l'APD destinée aux PMA (0,15 % ou 0,20 % du PIB). Nous nous engageons à accroître l'efficacité de l'aide et à appliquer la recommandation faite par le CAD de l'OCDE de délier l'APD accordée aux PMA.

9. Nous **sommes préoccupés** par le surendettement extérieur qui frappe la plupart des PMA et continue d'entraver gravement leur développement. Nous affirmons notre engagement d'assurer le financement intégral et la mise en œuvre rapide et concrète de l'initiative PPTE renforcée, qui est essentielle pour libérer des ressources budgétaires nationales en vue de réduire la pauvreté. Nous nous engageons à progresser rapidement vers l'annulation totale de la dette publique bilatérale dans le contexte de cette initiative. Nous nous engageons aussi, en profitant des marges de manœuvre offertes par les critères d'application de l'initiative, à alléger la dette des pays qui sortent de conflits. La viabilité de l'endettement des PMA, y compris de ceux qui ne sont pas considérés comme des PPTE, est une question qui continuera d'être examinée, et il pourra être envisagé d'appliquer un moratoire aux paiements au titre du service de la dette dans des situations exceptionnelles.

10. Nous **soulignons** qu'il importe au plus haut point de mettre en place un véritable suivi des résultats de la Conférence aux niveaux national, régional et mondial et nous nous attacherons à réaliser cet objectif. Nous demandons aussi au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de veiller à ce qu'il soit donné suite à la Conférence de manière efficace et très visible.

Nous **réaffirmons** notre engagement de contribuer au développement des 49 PMA et d'améliorer la vie des plus de 600 millions de femmes, d'hommes et d'enfants qui vivent dans ces pays. Nos efforts communs seront une importante contribution à la réalisation des objectifs internationaux de développement et à la concrétisation des aspirations universelles à la paix, à la coopération et au développement.
